

## Il a dit

«Au lieu d'argent, nous avons besoin de temps pour mettre en œuvre notre plan de réformes»



Alexis Tsipras Premier ministre grec

## Décès

Le père du Nutella n'est plus

Michele Ferrero, père de la pâte à tartiner Nutella, est décédé samedi à l'âge de 89 ans, selon les médias italiens. Son invention en avait fait l'homme le plus riche d'Italie.

## Le chiffre

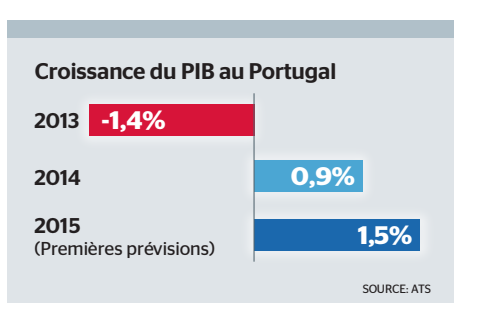
800

Le salaire mensuel en euros de cinq informaticiens roumains œuvrant pour Firmenich à Meyrin (GE). Le syndicat Unia compte dénoncer ce cas.

## Portugal

Retour à la croissance

L'économie portugaise, qui n'a cessé de reculer depuis 2010, a progressé en 2014 au même rythme que le reste de la zone euro.



## Escroquerie

# Un site lié au Forex fait face à une plainte pénale

Un boursicoteur vaudois porte plainte contre la société Prime FMS, une plate-forme à la nature douteuse

Olivier Wurlo

A l'aide d'un site efficace et d'une stratégie téléphonique particulièrement bien rodée où des courtiers en devises promettent monts et merveilles à leurs clients, Prime Financial Management Services (Prime FMS), une société dont on ignore relativement tout, sait très bien attirer les chaland.

### Mésaventure d'un Vaudois

Il y a quelques mois, un Vaudois en a fait les frais et a laissé un trou dans ses économies de plusieurs dizaines de milliers de francs. «A la mi-août de l'année dernière, un de leurs courtiers me contacte et me propose d'investir sur le Forex par l'entremise de Prime FMS», raconte Stéphane\*, qui décide de lui faire confiance. Au début, tout se passe bien pour le boursicoteur en herbe. Les quelques milliers de francs investis au départ semblent même faire des petits.

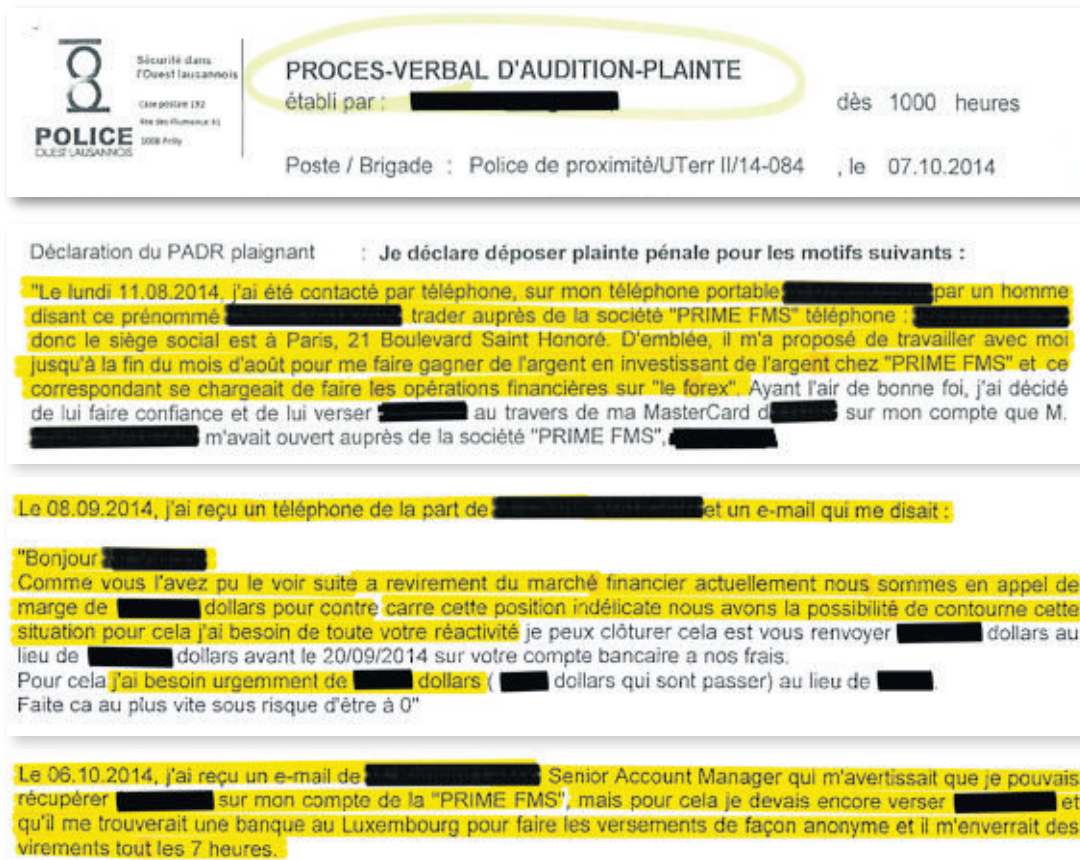
Ce dernier vérifie toutefois le «sérieux» du site en demandant le rapatriement de 1000 francs, chose faite un jour plus tard. A la fin du mois, Prime FMS lui fait alors miroiter les bienfaits de leur compte présidentiel (50 000 dollars minimum, un montant soi-disant sécurisé). A la fin d'août, il en ouvre un et verse encore plus d'argent.

A partir de là, la machine se grippe. «Cher Monsieur, comme vous avez pu le constater, suite à un revirement des marchés financiers, nous sommes en appel de marges, peut-on lire dans un message de Prime FMS figurant dans le procès-verbal de la plainte pénale déposée à la Police de l'Ouest lausannois et daté du 9 septembre. Pour contrecarrer cette position indélégante, il vous faut être réactif et déposer urgemment des milliers de dollars en plus sur votre compte sans quoi vous pourriez tout perdre.»

La goutte d'eau qui fait déborder le vase est cet e-mail daté du 6 octobre dans lequel Prime FMS lui promet le versement d'une somme conséquente pour autant que le Vaudois verse plusieurs milliers de dollars supplémentaires et pour autant qu'il accepte que ce virement passe par une banque luxembourgeoise (avec des versements anonymes réalisés toutes les sept heures).

### Multiplication d'alertes

Au vu des alertes qui se multiplient sur les blogs et sites spécialisés, tous les feux concernant Prime FMS, qui se vend comme une «plate-forme de trading lea-



der du Forex», sont au rouge. Parmi les indices qui laissent douter de la nature de cette entreprise se trouvent le fait qu'elle assure être active depuis plus de dix ans, période où elle aurait vécu un fort développement à travers le monde. Or son site n'a été enregistré qu'au printemps 2014.

«Certains éléments de langage peu professionnels, remplis de redites ou de phrases mal ou pas du tout traduites en français, laissent penser qu'il s'agit d'une escroquerie», prévient Solange Ghernaoui-Hélie, professeure au Département des systèmes d'information de l'Université de Lausanne.

## «Une escroquerie ciblée»

Solange Ghernaoui-Hélie, professeure au Département des systèmes d'information de l'Université de Lausanne, détaille les méthodes d'arnaques développées à l'aide d'Internet et des réseaux sociaux.

### Comment les escroqueries ont-elles évolué ces dernières années?

Nous sommes passés d'un système d'arnaque de masse à des escroqueries désormais plus ciblées, sur mesure. Très perfectionnées, elles jouent le plus souvent sur la vulnérabilité des gens. Grâce à une collecte pointue d'informations, les escrocs sont capables de jouer sur les sentiments, les points sensibles des personnes visées et donc de mieux les leurrer.

### A qui la faute?

En partie aux réseaux sociaux et à la diffusion en masse de données privées sur la Toile. Ces informations offrent à ce type d'escrocs tout ce qu'il faut pour piéger au mieux les gens et

ti-Hélie, professeure au Département des systèmes d'information de l'Université de Lausanne.

Même les autorités de surveillance en Suisse comme en Europe en ignorent l'existence. «Après vérification, il semble que cette société ou plate-forme ne soit pas autorisée à fournir des services d'investissement en France dans la mesure où elle ne figure pas sur le fichier des établissements financiers autorisés (ndlr:Regafi)», confirme Caroline Leau, responsable de la communi-



Solange Ghernaoui-Hélie Département des systèmes d'information

contribuent à l'essor qualitatif de ces arnaques.

### Comment lutter contre?

Il faut se méfier de «tout ce qui paraît trop beau pour être vrai», car le plus souvent ça l'est, surtout lorsque vous êtes confronté à du démarchage spontané. Face à Internet, le devoir de chacun est de se renseigner au mieux, quitte à demander l'aide d'institutions sérieuses.

### Les Suisses ne sont-ils pas trop confiants?

Effectivement. Or dans un environnement où l'escroquerie s'est mondialisée et largement multipliée, la confiance me paraît aujourd'hui être une valeur bafouée par Internet.

O.W.

cation pour l'autorité française des marchés financiers (AMF).

«Prime Financial Management Services n'a aucune autorisation de la FINMA et n'est pas surveillée par un organisme d'autorégulation», assure Tobias Lux, porte-parole de l'organisme de surveillance des marchés en Suisse.

Quant à nos questions envoyées à de multiples reprises à Prime FMS, elles sont restées sans réponse

### Faire preuve de prudence

A cette occasion, les professionnels rappellent qu'il n'existe pas sur les marchés de martingale. «Dans le secteur financier, il faut faire preuve de prudence supplémentaire en vérifiant par exemple que la société est licenciée auprès de la FINMA», recommande Marc Bürki, le patron de Swissquote. «Nous alertons depuis plusieurs années le grand public vis-à-vis de ces sites, qui à grand renfort de publicités vantant des rendements parfois irréalistes, harponnent les internautes», souligne Caroline Leau en rajoutant que «le marché des changes est non régulé et s'adresse aux professionnels».

Depuis le dépôt de la plainte du boursicoteur vaudois à la fin de l'année dernière, une enquête est en cours. Ses espoirs de récupérer un jour ses avoirs sont maigres. «La question est de savoir si le reste de l'argent sur les comptes (ndlr:se trouvant apparemment en Allemagne) de cette société», déclare son avocate, qui recommande fortement dans des cas similaires le dépôt d'une plainte. «Même s'il y a peu d'espoir de récupérer l'argent, il est important que les auteurs des infractions soient au moins dénoncés.»

\*Nom fictif



Sébastien Aeschbach, représentant de la 4e génération, compte adapter ses prix à ceux appliqués dans les pays européens. P. FRAUTSCH

## Les détaillants continuent d'adapter leurs prix

Certains distributeurs, à l'exemple de la maison Aeschbach, vont jusqu'à aligner leurs tarifs sur ceux appliqués en Europe

Manor, Aeschbach, Migros, Patek Philippe, la vague d'adaptation des prix se poursuit dans le commerce de détail, un mois après la décision de la Banque nationale suisse (BNS) de briser le taux plancher entre le franc suisse et l'euro.

Ce matin, un cap est même franchi, puisque le groupe Aeschbach ne compte pas seulement adapter ses prix au cours de l'euro, mais bien les aligner sur ceux pratiqués dans les pays voisins. Pour les articles de marques sportives vendus dans ses treize magasins romands (dont la plupart sont sur Genève), il s'attend à baisser ses prix jusqu'à 30%, soit bien au-delà du renchérissement du franc face à l'euro qui nécessiterait une baisse des prix d'environ 12-13%.

«Nous ne pouvions plus justifier de tels écarts de prix entre la Suisse et les pays alentour», explique Sébastien Aeschbach, directeur marketing et représentant de la 4e génération à la tête de l'entreprise

familiale. Ce dernier en profite pour fustiger le manque de souplesse de certains fournisseurs de renom. «Je regrette fortement que certaines grandes marques ne fassent preuve d'aucune flexibilité pour s'adapter (ndlr:aucun geste accordé depuis 2008). Pire, ils continuent à percevoir la Suisse comme un îlot où il est possible d'y appliquer les tarifs qu'ils veulent.»

D'autres à l'exemple de Manor ou Migros portent un regard moins critique sur ces fameux fournisseurs. Le géant orange faisait part vendredi dernier de négociations réussies avec Procter & Gamble (leurs produits vont baisser de 12,5% en moyenne). «Cet accord entend faire passer un message à tous les autres fournisseurs», déclarait toutefois Hansueli Siber, chef du marketing chez Migros. Même satisfaction chez Manor, qui annonçait, il y a quelques jours, une baisse de prix dans tous ses rayons (alimentaires et non alimentaires).

Cette vague touche même le luxe. Patek Philippe vient d'annoncer une harmonisation de ses prix au niveau mondial. Elle englobe notamment la Suisse avec une baisse pour ses garde-temps de 5%.

O.W.

## Dans une lettre, HSBC a fait hier son mea culpa

Toujours sous le feu des critiques une semaine après les révélations baptisées SwissLeaks, la banque demande pardon

Dans une lettre publiée hier dans plusieurs journaux britanniques, HSBC a souhaité «adresser ses excuses les plus sincères». Le document signé par le directeur général de l'établissement Stuart Gulliver faisait notamment état d'une «expérience douloureuse» pour les clients, les actionnaires et les employés.

La plus grande banque européenne a admis des défaillances dans la mise en conformité et les contrôles de ses opérations suisses. «Nous devons montrer que nous comprenons que les sociétés que nous servons attendent davantage de nous», écrit Stuart Gulliver. «C'est pourquoi nous présentons nos excuses les plus sincères.»

HSBC a rappelé que la grande majorité des 140 personnes citées

dans la presse a depuis quitté la banque et que l'établissement a mis en place des contrôles beaucoup plus stricts sur l'acceptation des clients. «Nous n'avons absolument aucune envie de faire des affaires avec des clients qui pratiquent l'évasion fiscale ou qui ne répondent pas à nos normes de conformité en matière de criminalité financière», ajoute la lettre. La banque avait déjà reconnu en début de semaine des «manquements», tout en assurant que ces pratiques appartenaient au passé.

Le scandale SwissLeaks a également contraint l'ancien patron de HSBC Stephen Green à quitter ses fonctions au sein de TheCityUK, un groupe de pression promouvant la finance britannique. «Soucieux de ne pas nuire à l'efficacité de l'action de TheCityUK [...], il a souhaité se mettre en retrait», a indiqué samedi le président du conseil d'administration de ce groupe de pression, Gerry Grimstone. «Cette décision est entièrement la sienne», a-t-il ajouté. ATIS